

Contre les bureaucraties ou contre les organisations ?

A l'heure des compte-rendu d'AG et de manifs, des perspectives enthousiastes sur la suite du mouvement, des inquiétudes du gouvernement et des bureaucraties syndicales, de la menace du chaos-toujours-prochain dans les médias, l'épouvantail de la récupération politique pointe son nez dans les différents collectifs, coordinations, syndicats, partis et organisations.



Bilan et analyses *situées* de ces dernières journées de mobilisation.

Violence, non-violence, mon cœur balance

Pour celles et ceux qui ont vécu ces manifs (celles du 31, du 26, du 17 ou du 9 mars), il est évident qu'une force certaine avait été déployée, bien décidée à dépasser les banales revendications en utilisant des moyens d'actions radicaux, qualifiés de violences par certain-e-s, d'énergie émancipatrice par d'autres. Par les médias libres qui diffusent sur internet ou par les médias au service de la bourgeoisie, il en fût de même : d'un côté c'était beau et énergique, de l'autre c'était sauvage et destructeur. Pour résumer, une partie des spectat-eurs-trices cautionne, une autre condamne. Mais finalement, qu'importe le point de vue, il y a une chose évidente : des personnes déterminées, aux moyens d'action aujourd'hui semblables dans chaque mobilisation sont de nouveau entrées en action.

Force est de constater que le mouvement de contestation fût et est multiple, composé d'une multitude de sensibilités politiques. De fait, il apparaît complètement inapproprié de tenter de s'accaparer quoi que ce soit tant cette diversité est grande. Si de nombreux points communs peuvent être soulignés (le rejet la loi El Khomri, pour la protection des conditions de travail et donc du code du travail...), de nombreux ne sont pas unanimes, concernant par exemple la suite à donner à la mobilisation, les revendications nécessaires qui sortent du cadre salarial, ou encore sur les moyens d'action à s'approprier.

De fait, la question qui se pose ici ne concerne pas directement la nécessité ou non de l'utilisation de la violence dans et en marge des manifs. De plus, face à une répression policière de plus en plus brutale et impunie, la question de la *contre attaque* (et non plus de la défensive) ne peut plus être ignorée.

La question qui se pose est celle, comme toujours bien que cela soit trop souvent mis de côté, du fond politique des revendications, si radicales soient elles. A partir du moment où cela est défini, nous pouvons ébaucher des moyens d'action constructifs et donc efficaces. Sans cela, nous ne pouvons établir ce à quoi nous travaillons, à savoir la création d'un rapport de force suffisamment puissant qui permettrait à notre classe opprimée et exploitée de combattre et de vaincre la classe dominante.

Qui sont ceux par qui tout arrive ?

Si de nombreux écrits circulent via les réseaux sociaux (<https://lundi.am/le-monde--u-rien-comite-d-action-16-mars-2016>), condamnant assez justement pour certain et de façon totalement haineuse pour d'autre l'incapacité des directions syndicales et partisans à appeler à la lutte, les auteur-e-s négligent trop souvent la question de la lutte de classe qui est pourtant centrale, notamment dans la période que nous vivons, sous prétexte d'anti électoralisme et de rejet des organisations en tous genres. Pas besoin d'être un-e marxiste convaincu-e pour savoir lire ces textes. Pêle mêle, chacun-e en prends pour pas cher : « les gens assez cons pour encore vouloir voter à gauche », les militant-e-s syndicaux et politique, les vieux responsables de la catastrophe économique actuelle, les personnes qui dans un désir d'auto-organisation se regroupent en AG dans les facs ou les lycées. En un mot, tou-te-s celles et ceux qui, d'une façon que l'on peut certes désapprouver, essayent de s'approprier la question politique et la question de la lutte contre les politiques gouvernementales.

Ce que ces textes issus du milieu autonome occultent volontairement en mélangeant toutes ces personnes, c'est qu'en plus de représenter une partie conséquente de la population, ce sont ces mêmes personnes qui sont victimes du système de domination capitaliste, ce sont ces mêmes personnes qui subissent l'oppression du système capitaliste, ce sont ces mêmes personnes qui sont exploitées par le système capitaliste. De fait, ce sont ces personnes avec qui il nous faut prendre contact afin de discuter du fond politique et avec qui il faut élaborer un renversement du système capitaliste.

Je citerai ici Mathieu Burnel dans son intervention à CSOJ (<https://www.youtube.com/watch?v=ts4d-V6XwX8>) suite au décès de Remi Fraisse par une grenade de gendarmerie : « qui sont ces gens ? Et bien ce sont vos enfants, vos neveux, vos sœurs et vos frères ». Ajoutons aussi « ce sont vos parents, vos cousin-e-s, vos collègues, vos voisin-e-s etc » **Ces gens, c'est nous. Et nous, ce ne sont pas que les jeunes. Nous sommes la masse exploitée par la bourgeoisie capitaliste. Que cette masse disparate soit formée de milliers de catégories sociales différentes est une chose, mais cela n'enlève rien au fait que cette masse à un point commun : elle est une classe qui doit s'affronter à une autre.**

A partir du moment où cela est dit et surtout compris (ce qui est difficile tant l'oppression du système s'est construite sur la casse des sentiments d'appartenance à un groupe social commun) nous ne pouvons, nous militant-e-s révolutionnaires, condamner certaines personnes sous prétexte qu'elles ont voté-e-s pour le PS, tout

comme nous ne condamnons pas celles et ceux qui utilisent des moyens d'action radicaux. Nous, militant-e-s révolutionnaire critiquons les choix politiques qui sont faits et non pas les gens qui les font. Voilà le point de rupture qui, (bien que nous le regrettons), nous oppose à certain milieux militants.

Souvenons nous du passé pour construire le futur

A partir de là, à partir du moment où l'on aborde la question du fond politique qui est centrale, nous voyons les fractures réelles qui s'opèrent entre les forces révolutionnaires. Et c'est à partir de là que nous dénonçons notamment certains textes de propagande qui divisent le mouvement de lutte qui se construit et qui, pire encore, tente de le récupérer en accumulant les fausses vérités, en accumulant les mensonges et en utilisant une technique chère aux médias bourgeois : la désinformation.

Il n'y a pas besoin de lire l'intégralité des articles pour voir ce dont il s'agit. La hantise des militant-e-s autonomes, c'est bien connu, est l'organisation revendiquée. Illes aiment à se convaincre que la seule spontanéité des individus peut être le moteur de l'insurrection qui deviendra révolution, et refusent d'assumer leur propres modèles organisationnels. Dans les AGs en facs, les interventions sont préparées, les mots d'ordre sont préparés, les décisions sont préparées. Demander l'interdiction des drapeaux dans les cortèges, c'est pouvoir imposer le sien. Dans les manifestations, s'habiller en noir permet d'être identifié comme porteur d'une couleur, au même titre que le FN est aujourd'hui assimilé au bleu marine. L'organisation politique, tant décriée, est nécessairement appliquée car elle seule permet de construire une force qui établira un rapport du même nom.

Avec la volonté propre à ce type de mouvement de s'attaquer systématiquement aux organisations politiques, il y a la négation que ce même mouvement est en réalité organisé et structuré, comme en témoigne les activités sur les Zads, les syndicats tel la CNT, les partis non électoralistes tel Alternative Libertaire.

De plus, les nombreuses affirmations ont besoin d'être découpées, étudiées, réfléchies afin d'arrêter de parler dans le vide. Qu'un mouvement émergeant des réseaux sociaux ait créé une dynamique contestataire est une chose, mais il ne s'agit nullement d'une simple mobilisation de personnes « hors de toute représentativité » : certains youtuber à l'origine de l'appel #onvautmieuxqueca sont affiliés à des partis politiques, Caroline de Haas, initiatrice de la pétition #loitravailnonmerci est une militante du PS qui a claqué la porte du parti pour soutenir le lancement d'une primaire de la gauche. De plus, les mobilisations qui ont eues lieu sont aussi le fruit de la détermination des militant-e-s syndicé-e-s et partisan-e-s, communément désigné-e-s comme la base des organisations.

Ces centaines de militant-e-s révolutionnaires, et pas que, ont participé à la création du mouvement, notamment avec la volonté d'inciter à l'auto-organisation *dans* la lutte. Ne pas partager les mêmes méthodes, ce n'est pas condamner les méthodes divergentes,

ce n'est pas non plus la revendication d'une unique solution pour la construction d'un mouvement de masse.

Pour autant, nous ne sommes dupes ni du jeu pratiqué par les bureaucraties syndicales ni par celui pratiqué par certaines organisations politiques. La direction de la CGT s'est particulièrement illustrée par son manque de combativité puis par sa volonté d'encadrer et de s'approprier le mouvement lycéen et étudiant. Pire, il n'y a aucun appel à la grève reconductible jusqu'au retrait, ce qui en limitant la contestation ne fera que servir le gouvernement. De plus, aucun parti et particulièrement ceux d'extrême gauche, n'appellent véritablement à mener une lutte prolongée ni ne critiquent clairement la faiblesse des directions syndicales.

De fait, les militant-e-s révolutionnaires ont un rôle important à jouer, au-delà de la lutte de terrain : revendiquer et mettre en avant les mots d'ordre révolutionnaires à l'intérieur des organisations afin que celles-ci expriment la colère des travailleur-se-s, des étudiant-e-s, des jeunes. Sans cela, deux problèmes majeurs se poseront : la mobilisation faiblira pour ensuite s'éteindre et nous nous couperons, une fois de plus, des masses. En assumant et affirmant un discours clair, c'est à dire révolutionnaire et anticapitaliste à large échelle, nous affirmerons notre détermination à combattre la loi El Khomri et par extension ce gouvernement au service du Medef et du patronat. En assumant un discours politique clair, nous affirmerons notre détermination à renverser le capitalisme par la lutte du prolétariat face à la bourgeoisie.

Ainsi, nous appelons les camarades à intensifier la pression dans leurs organisations respectives, qu'il s'agisse de syndicats ou de partis. De plus, nous appelons les camarades à militer activement sur leur lieux de travail, leur lieux d'études ou encore leur lieux d'activités quels qu'ils soient afin d'amener à l'auto organisation des groupes ainsi qu'au sein des mouvements d'envergure tel celui de la #NuitDebout. Cela dans le but de mettre en avant la nécessité de l'unité de la classe ouvrier-e qui, rassemblée autour d'un objectif commun, sera capable d'affronter et de vaincre la classe dominante.

Nous appelons à faire des ponts avec les militant-e-s de différentes sensibilités afin de travailler ensemble contre le gouvernement PS-MEDEF, grâce à un rapport de force en notre faveur.

Enfin, nous appelons à revendiquer une ligne politique claire, seule capable de mettre en avant notre détermination :

- convergence des luttes jusqu'à la grève générale, seule capable de bloquer l'économie
- auto-organisation des jeunes, des étudiant-e-s, des travailleur-se-s pour faire face au pouvoir et à ses flics assassins
- expropriation du patronat et des possédant-e-s, mise sous contrôle ouvrier des moyens de production

Tristan Daul, le 7 avril 2016